

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)

XXXIII RÉUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE

Mercredi 28 juillet 2021- par visioconférence

COMPTE RENDU PROVISOIRE DU RAPPORTEUR

La XXXII Réunion du Comité Spécial sur le tourisme durable s'est tenue sous une forme virtuelle le 28 juillet 2021. Ont participé à cette réunion dix-sept (17) États membres, un (1) membre Associé, un (1) Observateur Fondateur, deux (2) pays Observateurs et six (6) Invités spéciaux. La liste des participants est jointe en **Annexe 001**.

La réunion était présidée par le Président du Comité spécial sur le tourisme durable, **S.E. M. Carlos Pérez, Ambassadeur à l'Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela à Trinité-et-Tobago, qui représentait la République bolivarienne du Venezuela**. **Mme Jaqueline Mora, vice-ministre technique au ministère du tourisme de la République dominicaine**, intervenant en qualité de vice-présidente, et **M. Brian Gift, conseiller en services touristiques de Trinité-et-Tobago**, en qualité de rapporteur, ont également assisté à cette réunion virtuelle.

I. CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Le Président, S.E. M. Carlos Pérez, Ambassadeur à l'Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela à Trinité-et-Tobago, qui représentait la République bolivarienne du Venezuela, a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion, les a remerciés de leur présence et leur a souhaité à tous une réunion productive. Donnant le ton de la réunion, il a reconnu en particulier l'importance de la coopération régionale et de la concertation en tant que moteurs essentiels du développement régional. Dans le même esprit, il a souligné l'importance du tourisme pour le progrès socio-économique de la région et l'importance cruciale de la collaboration régionale pour la reprise de l'industrie touristique de la région après la pandémie. Illustrant plus succinctement l'impact grave de la pandémie sur les économies régionales et la baisse en performance du secteur du tourisme, il a comparé la situation économique actuelle de l'industrie touristique avec son niveau de performance avant la pandémie. Citant données du Conseil mondial du tourisme et du voyage (WTTC, pour son abréviation en anglais), il a indiqué que les industries du voyage et du tourisme ont représenté 7,6% et 10,6% de l'emploi mondial et du PIB respectivement.

Il a fait remarquer que l'application et la distribution de vaccins étaient fondamentales pour la réactivation de l'industrie du tourisme et qu'une action concertée était

nécessaire pour activer les programmes de vaccination afin de restaurer les moyens de subsistance et le développement de la région. Il a clôturé son discours d'ouverture en invitant les participants à la réunion à en tirer profit pour décider de stratégies permettant de surmonter les problèmes occasionnés par la pandémie. Il s'est engagé également aux efforts de l'AEC dans le secteur du tourisme durable au niveau régional, plus spécifiquement dans les domaines de Tourisme Multi-destination et de Voyages Aériens afin de réactiver le tourisme régional. En conclusion, il a remercié l'AEC pour les programmes de travail et les objectifs définis à cette fin.

S.E. M. Rodolfo Sabonge, Secrétaire général de l'AEC, a chaleureusement accueilli le Bureau exécutif du Comité Spécial sur le tourisme durable et les délégués présents. Il a souligné l'impact de la pandémie sur le secteur du tourisme durable et a fait remarquer qu'il s'agissait de l'un des principaux piliers économiques de la région. Il a reconnu en outre que les avantages sociaux et le potentiel de réduction de la pauvreté du tourisme durable en faisaient une activité économique particulière répondant à une série d'objectifs de développement durable (ODD). En ce qui concerne la protection de l'environnement, il a souligné que le développement de l'industrie du tourisme devait progresser en tenant compte de son impact environnemental, lequel se précise explicitement dans de nombreux facteurs limitants, tels que l'utilisation optimale des ressources renouvelables, la dégradation de l'environnement, la pénurie et le phénomène du changement climatique directement lié aux désastres naturels auxquels les populations régionales restent toujours vulnérables.. Il a également reconnu la puissance de l'industrie touristique de diminuer l'effet de pauvreté par la création de l'emploi, et il a bien noté que la culture, les traditions et les personnes constituaient les aspects essentiels du tourisme durable.

En ce qui concerne le Plan d'action de l'AEC pour la période triennale 2022-2024, **le Secrétaire général** a révélé que l'Organisation traversait une période de transition quant à ses perspectives et qu'elle devait réajuster, revoir et réaligner sa vision stratégique en fonction des besoins évolutifs engendrés par la pandémie de COVID-19. Il a expliqué que ce plan d'action couvrirait cinq (5) objectifs stratégiques primordiaux qui requerront le travail et les synergies de tous les domaines d'intervention gérés par l'AEC. Il a ensuite précisé que le travail concernant le Plan d'action se poursuivrait par l'entremise d'un comité de rédaction chargé de définir les actions que l'AEC entreprendra pour favoriser la reprise dans la Grande Caraïbe après la pandémie.

Après avoir chaleureusement souhaité la bienvenue aux participants à la réunion, **la Directrice responsable du commerce et du développement durable, Mme Safiya Horne-Bique**, a prononcé son discours d'ouverture en insistant sur la nécessité de reconcevoir les approches du secteur pour planifier des stratégies nouvelles et solides qui renforceraient la résilience et la collaboration avec des partenaires prévisibles et inattendus. Dressant un aperçu des perturbations induites par la pandémie dans l'industrie du tourisme, elle a invité les délégués à modifier leur point de vue sur la crise et à la considérer comme une opportunité de réexaminer et

d'adapter les pratiques touristiques à la nouvelle réalité imposée par la pandémie de COVID-19. Elle s'est fait l'écho de l'opinion exprimée par le Secrétaire général sur le fait que la protection de l'environnement et la préservation des moyens de subsistance étaient indissociables et sur l'importance du maintien d'un équilibre entre ces deux questions importantes pour le tourisme durable. Dans sa description générale du programme de développement du tourisme durable proposé par l'AEC pour la prochaine période triennale 2022-2024, elle a révélé que les partenariats régionaux seraient prioritaires et les projets existants seraient recentrés pour construire une industrie touristique résiliente. Enfin, elle a rappelé aux délégués l'importance de leurs contributions au travail de l'AEC pour sa mission dans le domaine du tourisme durable et leur a exprimé à l'avance sa gratitude pour leurs précieuses contributions.

SESSION 1: RÉUNION SECTORIELLE POUR LES PARTENAIRES ET LES PARTIES PRENANTES DU TOURISME

II. RÉUNION SECTORIELLE POUR LES PARTENAIRES ET LES PARTIES PRENANTES DU TOURISME

- **Exposé de l'Association des États de la Caraïbe (AEC)**

S.E. M. Rodolfo Sabonge, Secrétaire général de l'AEC, a présenté le contexte général de l'industrie touristique régionale en insistant sur les problèmes liés au tourisme de masse, justifiant la nécessité de mettre davantage l'accent sur le tourisme durable. À cet égard, il a également expliqué que le tourisme durable offrait des paramètres utiles pour relever de manière adéquate les défis se posant à l'industrie du tourisme tels que le comportement de touristes qui mènerait à la criminalité, la prostitution, les paris, le terrorisme et les conflits de drogue, l'érosion du patrimoine culturel de la destination par le biais de la modification extrême de traditions natives, la dégradation de l'environnement, les mauvaises conditions de travail des personnes employées dans l'industrie du tourisme et la pollution environnementale, comme la pollution sonore et les émissions de gaz à effet de serre. Comme résultat, les autorités du tourisme régional sont contraintes à adopter une approche durable vis-à-vis le développement touristique.

Le Secrétaire général a présenté les orientations stratégiques de l'agenda du tourisme durable de l'AEC pour relever ces défis. Il a signalé l'intention de l'AEC d'appliquer une stratégie de tourisme durable pour la Grande Caraïbe basée sur la diagnostique situationnelle, le développement des indicateurs et méthodologies afin d'identifier des destinations différentes dans la région, la recherche axée sur l'identification des segments de marché, les avantages comparatives et compétitives des pays différents ainsi que leurs menaces et opportunités, les conseils pour profiter de ces opportunités tout en atténuant le risque, évaluant les produits, les services et les expériences qui peuvent potentiellement être développés afin d'améliorer la compétitivité de la Grande Caraïbe sur le marché touristique mondial et l'évaluation des chaînes de valeur et des clusters. Ces points pourraient apporter une valeur au

secteur du tourisme dans la région et serviront comme point de référence pour l'adoption des méthodologies, des outils et des technologies qui rendront l'industrie touristique plus durable et plus résiliente.

Le Secrétaire général a réitéré que la stratégie devrait inclure la promotion de l'adoption des stratégies régionales pour améliorer la planification, la gestion et la croissance du tourisme régional dans la Grande Caraïbe, y compris la consolidation des efforts vers le développement et le marketing des nouveaux produits. Il a mis l'accent sur l'importance de déterminer les besoins de renforcement de capacité des ressources humaines de la région à l'égard de toutes les questions pertinentes liées au tourisme, ainsi que promouvoir la durabilité sociale et environnementale comme clé afin de différencier les produits de tourisme en la Caraïbe, encourager la coopération régionale pour attirer l'investissement au niveau régionale et optimiser les atouts des destinations des croisières.

Il a poursuivi sur le point que ces domaines soulignés seraient ciblés dans le contexte des objectifs stratégiques clés sur lesquelles l'AEC œuvre, telles qu'améliorer la compétitivité, attirer l'investissement étrangère, réduire l'impact du changement climatique, aborder la réduction des risques de catastrophe et le développement d'un observatoire régionale.

Il a conclu son exposé là-dessus, invitant les délégués à soutenir et à approuver les objectifs stratégiques proposés pour le Plan d'action qui cherche à augmenter la résilience de l'industrie du tourisme afin que l'on puisse entreprendre les travaux et projets dans ces domaines. Cet exposé est joint en **Annexe 002**.

- **Exposé de l'Association internationale des compagnies de croisière (CLIA)**

M. Donnie Brown, Vice-président chargé de la politique maritime de l'Association internationale des compagnies de croisière (CLIA) a présenté un exposé intitulé « *Réactivation du tourisme de croisière, comprendre la nouvelle ère des accords portuaires* ». Il a débuté en décrivant le profil général de la mission essentielle et des membres de la CLIA, la plus grande agence commerciale du secteur des croisières, dont les membres couvrent les demandes d'au moins vingt-trois (23) millions de croisiéristes par an. Il a résumé la *Politique des membres pour atténuer les effets du COVID-19* qui a été élaborée avec les membres de la CLIA en réponse à la pandémie de COVID-19. Il a souligné qu'à l'origine cette politique avait été mise au point dans un environnement pré-vaccinal et qu'elle ne comportait pas les protocoles de santé complets qui couvrent l'intégralité de l'activité des navires de croisière, y compris les protocoles pour les passagers et les destinations des pays d'accueil où accostent ces navires. Il a toutefois fait remarquer que la pandémie était encore une crise en pleine évolution et que cette politique était continuellement révisée et l'avait été récemment pour tenir compte des progrès des programmes de vaccination. Il a invité les participants à consulter le *tableau de bord des croisières Bermello* pour mieux surveiller les cas de COVID-19 et suivre les navires de croisière opérant dans le monde.

M. Brown s'est déclaré d'avis que la mise en œuvre précise et cohérente des protocoles de santé produirait les résultats escomptés.

M. Brown a également mis en évidence la collaboration continue très productive avec les Center for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis d'Amérique pour œuvrer à une stratégie de relance de l'industrie des croisières, puis a il a parlé des *ordonnances de navigation conditionnelle* établies par le CDC. Le conférencier a illustré et détaillé les deux (2) phases principales de ces ordonnances dans le manuel, à savoir les voyages simulés et les voyages restreints. Il a indiqué que les récentes révisions des ordonnances conditionnelles de navigation du CDC rendaient les instructions techniques pour l'industrie des croisières beaucoup plus claires et moins onéreuses. Les accords portuaires sont exigés par le CDC en vertu des ordonnances de navigation conditionnelle pour que l'industrie des croisières garantisse la sécurité et la santé des passagers. Il a donné un aperçu des ports des États-Unis d'Amérique avec lesquels certaines compagnies de croisières avaient conclu des accords portuaires et a précisé que le CDC n'exerçait aucun pouvoir autoritaire pour l'approbation des accords portuaires.

Il a montré en outre que les compagnies de croisière dont 95 % au moins des passagers et des membres de l'équipages étaient totalement vaccinés avec des vaccins approuvés par le CDC pouvaient renoncer à la phase de voyages simulés et entreprendre directement des voyages restreints qui présentent un plus grand attrait commercial pour les voyageurs vaccinés accordant la priorité à la sécurité sanitaire. Bien que cela puisse être une option intéressante pour les membres de la CLIA, M. Brown a fait remarquer que les compagnies de croisières dont les passagers sont essentiellement des enfants qui se situent en dessous de la limite d'âge de vaccination ne bénéficient pas de cette exemption. Il a également expliqué que la question des droits à la vie privée en matière de vaccination posait également un problème à l'égard du précité. Pour conclure son exposé, il a fait une comparaison entre les protocoles de santé appliqués par le CDC et ceux d'autres secteurs et a souligné l'engagement de la CLIA de poursuivre son travail avec les autorités de santé publique de la région pour assurer une reprise régulière du secteur du tourisme après la pandémie. Cet exposé est joint **en Annexe 003**.

Le Secrétaire général de l'AEC a remercié M. Brown pour cet exposé très intéressant et s'est enquis des stratégies en train d'être développées par l'industrie des croisières afin de changer l'expérience pour les voyageurs de croisière et la rendre moins intrusive pour les destinations plus petites étant donné que la présence des grands groupes pourrait impliquer des conséquences environnementales. Il a soulevé la possibilité d'utiliser des navires de croisières plus petites pour atténuer l'impact négatif environnemental sur le milieu marin, et il a cherché encore plus d'explications de la part de M. Brown.

M. Brown a remercié le Secrétaire général de l'AEC pour sa question et a parlé du travail dans lequel les membres de la CLIA se sont actuellement engagés avec l'Organisation maritime internationale (OMI). Il a aussi déclaré que l'on se servait des dispositions et des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (par exemple, 50% par 2050) d'autres Conventions internationales telles que celles des Nations Unies pour orienter le travail que l'Organisation entreprend en vue de réduire l'empreinte carbone de cette industrie en général. Selon M. Brown, cela se traduit par l'utilisation de carburants alternatifs et plus propres comme le gaz naturel liquéfié (GNL) et des autres ressources d'énergie ainsi que l'adoption des autres moyens tels que les technologies d'alimentation électrique à quai aussi bien que des politiques de minimisation des déchets et d'interdiction du plastique.

La représentante de l'Agence caribéenne de santé publique (CARPHA) s'est déclarée satisfaite de l'exposé qui a été présenté pendant la session tout en se référant au contexte régional pour les protocoles et directives sanitaires publiés par la CARPHA en vue du retour en toute sécurité des touristes optant pour le tourisme terrestre en Juin 2020 et à une politique plus récente, développé en Mai 2021, pour le retour des navires de croisière dont la mise au point finale se fera lors d'une prochaine réunion de la CARICOM. Tout en approuvant les mesures et l'approche de santé publique prônés dans l'exposé, elle a commenté que les niveaux de vaccination étaient encore faibles dans la région de la Caraïbe et que la promotion du dépistage du virus COVID-19 et de la vaccination auprès de la population locale et des voyageurs seraient essentielle pour réactiver le secteur du tourisme, en particulier tant que de nouvelles variantes du virus continuent d'apparaître.

La représentante de la Banque mondiale a remercié M. Brown pour son exposé et est intervenue pour souligner l'importance d'une intégration de l'économie bleue et des principes de durabilité sociale dans l'industrie du tourisme. A cet égard, elle a félicité la CLIA pour son travail de décarbonisation des navires de l'industrie des croisières en encourageant l'utilisation de carburants plus propres. Elle a souligné qu'il fallait mettre en place l'infrastructure terrestre nécessaire pour faciliter la transition vers ces technologies vertes et que c'était un problème persistant pour de nombreuses compagnies de croisière en raison des fortes dépenses en capital que cela implique. Elle a soulevé la question de l'économie bleue en ce qui concerne l'utilisation des océans dans le but de soutenir la croissance économique et le développement d'une manière durable dans la Caraïbe.

En réponse à cette intervention, **M. Brown** a affirmé que, bien que cela reste un problème dans la Caraïbe, cette tendance est en train de changer à l'échelle mondiale car de nombreux ports sont désormais pourvus des équipements exigés à terre pour que les navires utilisent des systèmes électriques. Pour étayer ce point, il a cité des statistiques illustrant les investissements croissants à cet égard et la capacité mondiale des ports à accueillir des réseaux électriques et des systèmes d'énergie alternative pour les navires de croisière. Il a souligné que dans le cadre de la recherche de systèmes énergétiques alternatifs plus respectueux de l'environnement, il importait de

s'assurer que la source de carburant pour les systèmes à terre provienne d'une source d'énergie propre pour augmenter le bénéfice net de l'énergie verte.

La représentante du Costa Rica s'est jointe à la discussion en insistant sur la nécessité de voir dans la crise actuelle une opportunité de transformer l'industrie du tourisme. Elle s'est félicitée des discussions qui ont suivi sur l'importance de l'incorporation des principes de protection de l'environnement dans le secteur du tourisme et a reconnu que ces considérations impliquaient le développement concomitant des infrastructures et des investissements en capital dans le secteur. Dans le même ordre d'idée, elle a lié la protection de l'environnement à la durabilité sociale des communautés locales des destinations touristiques et s'est interrogée sur le travail de CLIA à cet égard pour libérer le potentiel de réduction de la pauvreté du tourisme.

M. Brown a répondu en se référant aux rapports sur le développement durable de certains des principaux membres de la CLIA, comme le Royal Caribbean, qui détaillent ces engagements de développement social. Il a déclaré que les engagements des compagnies de croisière vis-à-vis des destinations dans lesquelles elles se rendent sont continus pour que les avantages de la durabilité sociale se répercutent sur les communautés locales des destinations touristiques.

La représentante de la Jamaïque a remercié les participants pour leurs interventions et est revenue sur les différentes contributions apportées jusqu'à présent, insistant sur la nécessité de profiter des synergies et des collaborations régionales pour éviter la duplication des efforts. Elle a fait remarquer que de nombreux processus de reprise post-pandémie étaient en cours sur de nombreux fronts au niveau des régions et a incité les représentants des organisations régionales présents à profiter de l'opportunité significative d'une action concertée et d'efforts coordonnés et à renforcer leur position pour se remettre de la pandémie.

Le représentant du Panama a remercié M. Brown pour son exposé et a déclaré qu'il partageait bon nombre des points de vue exposés par les participants à la réunion jusqu'à présent. En ce qui concerne les programmes de vaccination dans la région, il a commenté que l'existence de différents niveaux de vaccination dans la Grande Caraïbe entraverait la réactivation de l'industrie du tourisme au niveau régional et qu'il faudrait établir des normes minimales pour les niveaux de vaccination dans l'ensemble de la région grâce à la collaboration avec des organismes régionaux tels que l'AEC et la CLIA.

Le représentant d'Antigua-et-Barbuda a également remercié M. Brown pour son exposé et a demandé des explications supplémentaires sur les ordonnances de navigation conditionnelle et son impact vis-à-vis le retour des membres de CLIA aux ports caribéens ainsi que son point de vue sur l'impact des litiges en cours contre les autorités de santé publique pour l'obligation de se soumettre à ces mesures imposées.

M. Brown a expliqué que les instructions techniques pour les ordonnances de navigation conditionnelle sont complètes et il a fourni une feuille de route détaillée pour faciliter la réactivation de l'activité des croisiéristes. Il a insisté sur le fait que ces ordonnances comportaient également une structure de rapports très solide impliquant des comptes rendus quotidiens et des données fiables qui sont partagées et mises à jour par les parties concernées du secteur. Concernant les litiges en cours, il a fait remarquer que l'ampleur de leur impact restait incertaine.

Poursuivant la discussion, **la représentante de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO)** a remercié les délégués et M. Brown pour leurs contributions et a demandé à ce dernier son point de vue sur les accords portuaires potentiels entre les compagnies de croisière et les ports de la région de la Caraïbe.

M. Brown a précisé que bien que les accords portuaires soient exigés par le CDC, ils ne s'appliquaient qu'aux ports américains. En ce qui concerne les ports régionaux de la Caraïbe, il a précisé qu'il n'existait pas de cadre spécifique mais qu'en général les compagnies de croisières collaboraient directement avec les autorités portuaires des destinations touristiques de la région pour convenir de directives, de protocoles sanitaires et d'expectatives générales pour les opérations.

Le Président a remercié le conférencier et tous les délégués pour leurs contributions et a introduit l'exposé suivant inscrit à l'ordre du jour.

- **Exposé de l'Association du transport aérien international (IATA)**

La séance s'est poursuivie avec l'exposé de **Mme Annaleen Lord, responsable de la zone des Caraïbes à l'Association du transport aérien international (IATA)** sur le thème « *Reconstruction du transport aérien pour l'avenir de l'accès aux destinations de la Grande Caraïbe* ». Elle a résumé l'impact du COVID-19 sur le secteur aéronautique de la région et a noté des effets dévastateurs pour les compagnies aériennes (environ 7,500 paires de villes ont été perdues lors de la pandémie l'année dernière) et la contribution du secteur au PIB et à l'emploi. Elle a souligné l'optimisme de l'IATA malgré les tristes circonstances qui prévalent dans ce secteur alors que l'IATA continue de travailler en étroite collaboration avec les responsables de la santé et que les pays rouvrent leurs frontières et reprennent les voyages aériens. Elle a déclaré partager les points de vue de l'IATA sur la reprise, estimant que la crise créait des possibilités de réinvention et d'amélioration continues. A cet égard, elle a insisté sur les mesures de biosécurité nécessaires pour relancer le secteur, la tendance croissante à l'acceptation des tests antigéniques et des certificats de vaccination au lieu des tests PCR et la collaboration en cours entre l'IATA et les gouvernements régionaux pour la réouverture des frontières aériennes.

Dans son exposé, **Mme Lord** a mis en évidence une augmentation de la demande de voyages au cours des deux premiers trimestres de 2021, à la fois en provenance et à destination de la région de la Caraïbe, ce qui reflète une demande de transport en hausse qui reste cependant inférieure aux prévisions et aux niveaux d'avant la

pandémie. Pour illustrer plus en détail les perspectives du secteur, elle a aussi indiqué les projections de croissance du transport aérien, qui soulignent la nécessité d'une préparation des parties prenantes pour s'adapter à la croissance attendue. Mme Lord a estimé que les efforts visant à ramener le trafic aérien aux niveaux d'avant la pandémie devraient se centrer sur les volumes de trafic aérien de 2017, puisque les bénéfices des transporteurs aériens régionaux ont été enregistrés pour la dernière fois cette année-là. Pour conclure son exposé, elle a souligné que c'est l'esprit de collaboration qui permettra aux secteurs du tourisme et de l'aviation de jouer un rôle important dans la reprise dans la région après la pandémie et elle a insisté sur la nécessité d'un partenariat entre les gouvernements et ces secteurs. Elle a expliqué que ce partenariat était sans doute indispensable pour aborder les questions liées à la compétitivité du transport aérien et aux réglementations telles que les régimes fiscaux et pour l'élaboration de politiques sur les carburants durables pour l'aviation. Cet exposé est joint en **Annexe 004**.

La représentante du Costa Rica a remercié la conférencière pour son exposé et a demandé des précisions sur la définition des taux de croissance qui y étaient présentés. Elle lui a également demandé son point de vue sur les taxes aériennes et des références d'études concernant l'impact des taxes aériennes imposées par les pays sur la compétitivité des destinations touristiques.

Mme Lord a remercié la représentante du Costa Rica pour sa contribution et a précisé que le taux de croissance affiché dans l'exposé reflétait les voyages des passagers depuis le point de ventes Caraïbes vers des destinations nord-américaines qui sont actuellement ouvertes. Concernant les taxes de l'aviation, elle a répondu que cela était directement assujéti aux prérogatives des compagnies aériennes commerciales. Elle a proposé de partager avec les membres de l'AEC les résultats d'études approfondies sur l'impact des régimes fiscaux sur les compagnies aériennes, soulignant que les taxes représentent 50 à 60 % du prix des billets d'avion dans la région, d'où des tarifs élevés qui sont dissuasifs pour les voyages intrarégionaux.

Le Président a remercié les délégués pour leurs interventions et est passé au point suivant de l'ordre du jour.

- **Exposé du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**

Poursuivant la série d'exposés, **Mme Mariama Trotman, assistante de projet, FUT-Tourism Project** du *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)* a présenté le thème « *Tourisme du futur : repenser le tourisme et les MPME à l'heure du COVID-19* ». Elle a commencé son exposé en donnant un aperçu général du travail du PNUD à l'égard de ses trois (3) domaines prioritaires, notamment le renforcement d'un développement humain durable, de la résilience climatique et de la gouvernance inclusive. Elle a décrit les lignes générales du Projet tourisme du futur qui cible les MPME régionales du secteur du tourisme qui ont été touchées négativement par la pandémie de COVID-19. Mme Trotman a précisé que le projet

s'étendait sur une période de dix-huit (18) mois, de janvier 2020 à juin 2022, et qu'il était mené dans dix (10) pays Membres. Elle a ajouté également que le projet était axé sur des dialogues concernant les politiques régionales et leurs solutions ainsi que les programmes d'adaptation destinés aux MPME pour une aide technique et financière visant à renforcer la résilience et l'égalité des sexes tout en permettant aux MPME de s'adapter aux problèmes créés par le COVID-19. Elle a expliqué que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont la fondation sur laquelle ce projet est construit, étayés par la diversification économique, la création des emplois et la résilience. Détaillant la portée du projet, elle a indiqué que cinq (5) dialogues politiques régionaux avaient été organisés pour les parties prenantes; des ateliers visant à améliorer les compétences numériques et les connaissances sur la création de modèles commerciaux pour répondre aux nouvelles tendances du marché ont été réalisés et des aides financières ont également été fournies. Les conclusions des dialogues ont démontré que la Caraïbe était l'une des régions les plus à risque parmi les destinations touristiques et ont mis en évidence l'importance de la collaboration entre les acteurs privés et publics pour l'élaboration de politiques destinées au secteur du tourisme. Mme Trotman a en outre encouragé les pays à se focaliser sur les opportunités qui encouragent l'offre de travail à distance et sur la transformation numérique pour les MPME, par exemple, l'innovation des paiements numériques. Le projet a également montré la possibilité de synergies fondamentales et de partenariats pour accroître et renforcer le développement du tourisme régional afin d'améliorer à la fois les moyens de subsistance et les économies. Cet exposé est joint en Annexe **005**.

La représentante de la Banque mondiale s'est déclarée satisfaite du travail sur le projet de Tourisme du futur présenté par Mme Trotman et a profité de cette occasion pour demander son avis sur le travail entrepris par différentes organisations de la région de la Caraïbe pour soutenir la collaboration régionale dans le domaine du tourisme, de la numérisation et de l'interconnectivité maritime et aérienne. Elle s'est également exprimé son intérêt d'obtenir les réponses des participants de la réunion par rapport à ce sujet.

Mme Trotman a répondu que l'amélioration des liaisons régionales relevait de la compétence du PNUD dans le cadre de son mandat sur le tourisme. Elle a en outre expliqué que même si le bureau du PNUD pour la Barbade et les Caraïbes orientales ne gérait pas à l'heure actuelle de projets ou de programmes traitant de manière directe de la qualité des liaisons régionales, il continuait de travailler avec des organisations telles que l'Organisation du tourisme de la Caraïbe (CTO) et la Caribbean Hotel and Tourism Association (CHTA) pour traiter ces problèmes. Elle s'est en outre référée à un document de politique résultant des dialogues sur les politiques régionales que l'Agence est en train d'élaborer pour identifier des problèmes de la région tels que la faible connectivité régionale, qui seraient traités à l'aide d'autres actions.

La représentante de Trinité-et-Tobago s'est jointe à la discussion en soulignant le potentiel économique des voyages intrarégionaux et le rôle essentiel qu'ils jouent

pour encourager le redressement du secteur du tourisme après la pandémie. À cet égard, elle a demandé des idées sur le mode de collaboration optimale et coordonnée des organisations régionales et des acteurs du tourisme pour réduire la duplication des efforts en vue de favoriser pleinement la demande accrue de voyages intrarégionaux. Elle a également avancé un point de vue selon lequel le tourisme des jeunes représenterait un créneau important pour le secteur et devrait être inclus dans les programmes de développement touristique pour contribuer à la vitalité et à la durabilité du secteur. Enfin, elle a invité les délégués à partager leurs idées de projets pouvant être entrepris à cet égard.

Dans sa réponse, **Mme Trotman** a déclaré qu'elle soutenait les points de vue exprimés sur le tourisme des jeunes et elle l'a illustré par sa propre expérience en tant qu'ancienne élève de l'Hospitality Institute de la Barbade pour montrer la volonté des gouvernements de la Caraïbe d'impliquer les jeunes dans l'industrie du tourisme. En ce qui concerne le travail entrepris par le PNUD à cet égard, elle a fait remarquer que de nombreux projets passés et présents sont axés sur le perfectionnement des jeunes dans les domaines de la durabilité environnementale et de l'agrotourisme, qui présentent de nombreux recoupements avec la sphère du tourisme durable. Elle a fait remarquer qu'il existait de nombreuses possibilités de poursuite des travaux dans ce domaine et que le PNUD restait déterminé à s'engager davantage avec les collaborateurs régionaux pour explorer plus encore ces opportunités et ces projets.

La représentante de l'Organisation du tourisme de la Caraïbe (CTO) est intervenue en saluant tout d'abord le travail continu de l'AEC et l'exposé de Mme Trotman, soulignant la collaboration fructueuse entre la CTO et le PNUD pour organiser les dialogues de politique régionale menés dans le cadre du Projet sur le tourisme du futur.

En réponse à la demande d'opinion de **la Représentante de la Banque mondiale** sur la coopération régionale pour le développement du tourisme, elle a rappelé la réunion des partenaires stratégiques de l'AEC qui a réuni diverses organisations régionales gérant un portefeuille touristique relevant de leur compétence et a recommandé à l'AEC d'inviter la représentante de la Banque mondiale pour qu'elle s'implique davantage dans le travail des agences régionales de tourisme et qu'elle se positionne pour soutenir l'ensemble de leur travail. Elle a conclu son intervention en soulignant l'engagement de la CTO de soutenir la reprise après la pandémie et la résilience à long terme de l'industrie touristique régionale.

La représentante de la Banque mondiale s'est félicitée de la recommandation de la représentante de la CTO et a réitéré son engagement de participer à ces réunions régionales.

La représentante de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) a poursuivi le débat en saluant le travail phénoménal du PNUD dans le domaine du tourisme. Elle a fait remarquer que les documents de politique qui

résulteraient de ce travail aideraient à préciser les actions que d'autres organisations touristiques régionales devraient entreprendre dans le contexte de la reprise de l'industrie du tourisme après la pandémie. Elle a souligné, à titre d'exemple additionnel de coopération régionale dans le domaine du tourisme, que l'OECD continuait à travailler avec la CTO et la CHTA et avait présenté récemment une politique touristique commune à soumettre à l'examen des chefs de gouvernement de la CARICOM. Elle a en outre cité le groupe de travail COVID-19 sur le tourisme dans les Caraïbes, dont la CARPHA fait partie, comme une autre source de dialogue et de coopération régionales dans le domaine du tourisme. En conclusion, elle a déclaré que ce n'étaient que quelques-uns des nombreux exemples de travail collaboratif qui peuvent être utilisés pour identifier les domaines de collaboration avec des organisations telles que la Banque mondiale.

La représentante de la Banque mondiale a remercié la représentante de l'OECD pour ces mises à jour et a réitéré son enthousiasme à l'idée de continuer à travailler avec les agences de tourisme de la Caraïbe.

Le Président a remercié tous les participants à la réunion pour ces discussions enrichissantes et est passé au point suivant de l'ordre du jour.

- **Exposé de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)**

Cette intervention de **M. Dirk Glaesser, directeur responsable du développement durable du tourisme à l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)** s'est faite sous la forme d'un message vidéo présenté aux participants. Dans son allocution, il a mis en évidence les liens entre le tourisme, la durabilité et les pandémies. Il a souligné que les pandémies n'étaient pas nouvelles et qu'elles étaient largement influencées par les comportements humains, mais que des réponses politiques appropriées fourniraient la réponse nécessaire pour remettre l'industrie sur la voie d'une reprise plus stable. Il a poursuivi en soulignant que la durabilité était un investissement essentiel pour la résilience du secteur du tourisme. M. Glaesser a déclaré que l'objectif du *Programme de tourisme durable de l'OMT One Planet* était d'accélérer la production et la consommation durables dans le secteur du tourisme. A la fin de son allocution, il a souligné la nécessité d'aligner les performances du tourisme sur les objectifs de réduction des émissions de carbone et de réduction et gestion des déchets plastiques. En conclusion, il a réitéré le soutien continu de l'Organisation aux efforts de développement du tourisme dans la région de la Grande Caraïbe.

SESSION 2 : SEANCE PRIVÉE DE LA RÉUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TRANSPORT

III. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR ET QUESTIONS DE PROCÉDURE

Le Président, S.E. M. Carlos Pérez, Ambassadeur à l'Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela à Trinité-et-Tobago, représentant la République bolivarienne du Venezuela, a souhaité la bienvenue aux délégués et a résumé les points marquants de la réunion du matin. Il s'est déclaré satisfait de ce que la réunion ait été productive.

Le projet d'ordre du jour et les questions de procédure ont été adoptés.

IV. RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL

Le Président a entamé son exposé en s'assurant tout d'abord que les délégués avaient reçu le rapport officiel portant la référence ST/2021/32/CR dans la liste des documents fournis pour la réunion pour considération, analyse et approbation. Il a ensuite déclaré que le Comité Spécial sur le Tourisme Durable met actuellement en action le Programme de Travail conformément à la Déclaration de Managua pendant une période de trois ans. Cela est sous la responsabilité de la Directrice, Mme. Horne-Bique. Tenant en compte la pandémie COVID-19, il a réitéré que l'AEC cherche à soutenir la reprise de la région en ajoutant les perspectives des besoins sanitaires et socioéconomiques. Il a résumé ensuite les activités de la Direction pendant la période d'août 2020 à juillet 2021. Parmi les points marquants des travaux figuraient les éléments suivants :

1. *Rédaction d'un Document de concept de projet (DCP) pour une stratégie de tourisme durable pour la Grande Caraïbe* – Ce DCP a été présenté au Bureau exécutif du Comité spécial sur le tourisme et a été révisé sur la base des commentaires reçus. Le document a été présenté à la présente réunion.
2. *Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC)* – Les termes de référence du Comité de pilotage de la ZTDC ont été rédigés et seront présentés pour validation.
3. *XIII Forum des entreprises de l'AEC* – Cet événement a été organisé sous une forme virtuelle en collaboration avec l'Association des fabricants de Trinité-et-Tobago (TTMA) entre les 11-13 novembre, 2020 et il a offert une excellente occasion de discuter des solutions pour la reprise de l'industrie du tourisme en pleine pandémie de COVID-19. Ce fut également une formidable possibilité offerte aux six (6) artisans de MPME de la Barbade, de la Colombie, de la République Dominicaine, du Mexique, du Nicaragua et du Panama de présenter leurs produits à un large public régional. Cet événement a reçu environ quatre cent (400) clients potentiels.
4. Réalisation d'un atelier de formation en ligne en Novembre 2020, ce qui était ouverte aux citoyens et résidents permanents des pays de CARICOM qui travaillent dans le secteur de tourisme afin de préparer leur effectif pour l'examen professionnel de Services aux Clients.
5. *Opérationnalisation d'un Protocole d'accord renouvelé avec l'OMT* – Un protocole d'accord avec l'OMT a été signé le 2 octobre 2020 pour renforcer la collaboration dans le domaine du tourisme durable. Ce protocole d'accord couvre des domaines tels que le tourisme multi-destinations (TMD), le tourisme

communautaire (TC), la sûreté, la sécurité et la résilience et les industries créatives.

6. Réalisation d'un atelier en novembre et en décembre 2020, qui a ciblé le virus COVID-19 et son impact sur les secteurs de sécurité et de protection dans la Grande Caraïbe. Grâce à cet atelier, les lacunes engendrées par le virus et la réponse vis-à-vis la sécurité des crises ont été examinées.
7. *Approbation de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un DCP RESEMBID pour une résilience accrue face aux crises du tourisme* – Un DCP élaboré sur le thème « *Faire progresser la collaboration en tant que stratégie pour renforcer la résilience aux crises touristiques dans la Grande Caraïbe* » a été approuvé par Expertise France pour l'élaboration d'une proposition complète en Octobre 2020 et la proposition du projet a été provisionnellement approuvée pour implémentation en février 2021 avec un budget estimé de €270,000.00 de la part de la Dispositif RESEMBID. La Direction du commerce et du développement durable continue de travailler avec Expertise France à la mise au point finale des termes d'un accord de subvention avant le début du projet, prévu en août 2021. En tant que pays membres d'Expertise France, qui travaille avec les pays et territoires européens d'outre-mer (PTOM) de la Caraïbe, Aruba, Bonaire, Curaçao et Sint Maarten devraient bénéficier de ce projet. Une fois entamée, cela sera soumis à une mise en œuvre rapide lors d'une période de quinze (15) mois. Il a été noté que les paramètres de financement de RESEMBID restreignent l'éligibilité de projet aux Etats membres de l'AEC. Cette initiative cherche à encourager des interventions conjointes coordonnées afin de renforcer l'attractivité des projets de tourisme.
8. *Tourisme communautaire et culturel* – Les travaux dans ce domaine étaient auparavant présentés dans le cadre du projet de Réseau régional d'artisans. Cependant, les perturbations induites par la pandémie ont conduit à revoir les objectifs de ce projet qui prennent désormais la forme d'un projet de tourisme communautaire. Un DCP a été élaboré à cet égard et présenté à la présente XXXII Réunion du Comité spécial sur le tourisme durable pour approbation.

Après avoir présenté ce rapport, **le Président** a invité les Membres à faire part de leurs commentaires et leur a demandé de l'adopter. Il n'y a eu aucune objection de la part des participants à la réunion et le rapport a été adopté et approuvé.

V. EXPOSÉ SUR LE PLAN D'ACTION 2022 – 2024

La Directrice responsable du commerce et du développement durable, Mme Safiya Horne-Bique, a salué les délégués et a présenté l'orientation stratégique et les priorités pour le tourisme durable couvertes par le plan d'action 2022-2024 de l'AEC. Elle a fait remarquer que les travaux dans ce domaine se concentraient sur douze (12) objectifs de développement durable (ODD) et adoptaient une approche holistique du tourisme grâce à la collaboration et au maintien d'un équilibre entre les préoccupations sociales, économiques et environnementales de l'industrie du tourisme. Dans sa présentation du rapport intermédiaire sur la mise en œuvre du Plan d'action 2019-2021, la Directrice a parlé de l'impact des interruptions d'activités dues

à la pandémie de COVID-19 dans des domaines tels que le tourisme multi-destinations et des activités que l'on pouvait encore exercer. Les principales mises à jour sur ces activités sont résumées ci-dessous :

- **Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC)**– La Directrice a souligné que la ZTDC restait un aspect important du programme de travail sur le tourisme durable. Au cours de cette période, treize (13) pays ont soumis leur profil de durabilité préliminaire ZTDC pour aider l'AEC à mieux comprendre la dynamique de la durabilité du tourisme dans la Grande Caraïbe. D'un point de vue plus opérationnel, elle a informé les participants que le site Web de la ZTDC avait été transféré de serveurs externes vers les serveurs internes de l'AEC et qu'on avait entrepris une révision de sa fonctionnalité et de son aspect esthétique. Il n'a pas cependant pas été encore relancé dans l'attente de la réalisation imminente d'un audit des composantes du site Internet. Un DCP sur la revitalisation de la ZTDC, mis à jour et comportant une analyse comparative de la ZTDC, a été présenté à cette XXXII Réunion du Comité spécial sur le tourisme durable pour approbation.
- **Promotion du tourisme multi-destinations**– Les travaux dans ce domaine ont fortement souffert des perturbations dues à la pandémie de COVID-19 en raison du ralentissement des voyages dans le monde. Les participants à la réunion ont été informés que cette activité serait traitée de manière plus adéquate dans le Programme de travail 2022 concernant le tourisme durable.
- **Promotion du tourisme communautaire et culturel** – La Directrice a rappelé certaines des activités essentielles menées dans ce domaine thématique qui ont été réalisées par l'entremise du Réseau régional d'artisans du tourisme de la Grande Caraïbe. Parmi les faits marquants cités figurent des ateliers de formation commerciale, des réunions de points focaux nationaux, la participation à des salons et festivals régionaux tels que les XII et XIII éditions du Forum des entreprises de l'AEC, la XIV édition du Festival des arts de la Caraïbe (CARIFESTA) et l'EXPO ALADI en Colombie. La Directrice a informé les participants que la Direction avait revu son approche pour aborder le tourisme communautaire dans le Programme de travail 2022-2024, comme indiqué dans le DCP sur le tourisme communautaire (TC) présenté à la réunion.
- **Sûreté, sécurité et résilience du tourisme** – La Directrice a fait remarquer qu'en dépit des restrictions liées au COVID-19, deux (2) programmes de formation spécialisés portant sur la sûreté, la sécurité et la résilience du tourisme étaient toujours en cours de réalisation. Environ deux cent quinze personnes (215) de vingt-cinq (25) États membres ont été engagées lors de la formation, malgré la pandémie.
- **Recherche sur le tourisme** – En ce qui concerne la recherche sur le tourisme, la Directrice a réitéré l'engagement de la Direction de fournir aux Membres des informations pertinentes et mises à jour sur le secteur touristique grâce à la recherche et elle a cité en exemple la collaboration avec l'Université George Washington pour une étude d'impact sur les destinations.

A mesure que l'exposé évoluait vers la présentation du plan d'action 2022-2024 de l'AEC, **la Directrice** a mis l'accent sur l'objectif stratégique A qui comporte trois (3) stratégies générales. Elle a résumé l'intention de l'AEC d'introduire et de mettre en œuvre cinq (5) objectifs stratégiques à réaliser à travers huit (8) priorités stratégiques en matière de tourisme durable. Trois (3) stratégies transversales ont été soulignées qui sont proposées pour cadrer le travail des domaines sous la responsabilité de la Direction. Le tourisme durable est ciblé avec un exercice en continu, lequel a soulevé une relevance et une opportunité pour le développement dans les trois (3) stratégies ciblées :

- La compétitivité : la considération d'un produit touristique durable au niveau régionale
- L'exposition au marché : avec un exercice de planification intégré, l'AEC aidera à cibler des marchés régionaux lucratifs et formuler les normes et les stratégies minimums qui étayeront l'attractivité auprès des visiteurs.
- L'investissement : l'AEC encouragera et soutiendra la mobilisation des ressources qui, à son tour, améliorent l'écosystème durable à partir des avantages publics communs de ses membres.

Il existe cinq (5) objectifs stratégiques proposés qui sont reconnus dans le cadre du tourisme durable, élaboré par huit (8) priorités stratégiques. Ces objectifs sont :

Création de produits et de services touristiques de qualité à valeur ajoutée

- Marketing ciblé avec recours à la messagerie et à la communication de la marque
- Collaborations et partenariats stratégiques
- Mobilisation des ressources pour soutenir la résilience et faire progresser le secteur
- Adoption de technologies et adaptation

Après son exposé, **la Directrice** a remercié les délégués de leur attention et a invité les Membres à faire part de leurs commentaires.

Le Président a cédé la parole aux délégués pour qu'ils formulent leurs commentaires et interviennent.

La représentante de Cuba a déclaré qu'elle soutenait l'orientation stratégique présentée dans le Plan d'action et le DCP sur l'élaboration d'une stratégie de tourisme durable. Reconnaisant que le travail proposé était en parfaite adéquation avec les besoins et le contexte actuel de la région, elle a souligné l'importance des énergies renouvelables et de la préservation des environnements côtiers dans la poursuite des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que d'une industrie touristique durable. Elle a parlé d'un impact positif sur le secteur du tourisme cubain après la mise en œuvre d'un programme de certification de protocoles garantissant des voyages sûrs, élaboré sur la base des directives du ministère cubain de la Santé, de l'OMT et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les participants ont approuvé la proposition et ont recommandé de l'inclure dans le Plan d'action 2022-2024 de l'AEC.

VI. PROGRAMME DE TRAVAIL CONCERNANT LE TOURISME DURABLE

La Directrice responsable du commerce et du développement durable, Mme Safiya Horne-Bique a présenté les projets et initiatives du Programme de travail 2022, liant leur succès à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD). Voici les principaux points de sa présentation :

1. En ce qui concerne la revitalisation et la relance de **la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC)**, elle reste très importante pour le travail de l'AEC sur le tourisme durable et son développement. Elle a informé les membres que quarante-deux destinations ont été nommées parmi vingt-six pays et territoires de la région, une évaluation de quatorze (14) destinations et neuf (9) pays a été complétée, et les profils préliminaires durables de la ZTDC ont été déposés de la part de quinze (15) destinations et treize (13) pays. Donc, la ZTDC sera revitalisée et relancée. **La Directrice** a souligné à quel point ce projet était essentiel et nécessaire pour la coordination d'une approche intégrée pour le développement de toute la région (contrairement au tourisme de masse), l'image de marque de la durabilité régionale (pour l'identification aux niveaux plus hauts du marché) ainsi que pour le développement des initiatives d'un tourisme responsable grâce à la réalisation d'audits et d'évaluations standardisés. Le projet est une stratégie globale qui a pour cible l'amélioration de la compétitivité et l'exposition maximale au marché des produits touristiques régionaux.

Le programme cherche à distinguer la Grande Caraïbe comme une zone pour faire l'expérience du tourisme dans une manière holistique avec le but principal la compétitivité améliorée des destinations touristiques de la région par le biais d'un processus d'audit et de validation standardisé et à l'établissement de critères. L'analyse comparative comparera le programme aux initiatives similaires et évaluera la performance de la ZTDC. Les recommandations d'amélioration du programme seront clés à l'analyse, afin de permettre tous les efforts alignés obtenir un maximum d'avantages. Les outils d'évaluation seront renforcés pour mieux refléter des nouveaux cadres d'indicateurs de performance clés (KPI) pour le succès du tourisme durable. Les destinations seront capables d'identifier des lacunes pour engendrer des meilleurs retours sociaux, économiques et environnementaux. Une formation de certification de tourisme sera également explorée. La consolidation de la ZTDC s'alignera sur les meilleures pratiques internationales dans le cadre d'un exercice d'analyse comparative décrit dans un DCP complet présenté à la réunion pour approbation. Il devrait être noté que le projet de revitalisation durerait pour une période de trois (3) ans, et ce calendrier d'exécution du projet est basé sur la disponibilité et la capacité d'attirer des ressources financières et sur autres projets gérés par la Direction : La Directrice a fait une pause pour permettre aux membres qui ne l'avaient pas encore fait de faire part de leurs réactions au DCP, pourtant aucune ne s'est manifestée.

Les participants ont examiné et approuvé le DCP.

2. Une approche ciblée de **recherche du tourisme durable** sera entreprise. La Directrice a constaté que l'implémentation des programmes pour le tourisme durable requiert des actions préventives et réactives afin de renforcer la région contre des chocs exogènes et des défis. La recherche est primordiale pour assurer que les meilleures décisions sont prises pour tirer les meilleurs avantages. La coopération est vitale en ce qui concerne la facilitation de la durabilité dans le contexte actuel. Les positions de politique, les résumés et les données clés de recherche seront produits afin d'informer nos membres. Le précité sera utilisé dans l'Observatoire de l'AEC et l'information sera mise à disposition aux membres pour accompagner dans leurs prises de décision.
3. En ce qui concerne le **tourisme communautaire** dans la Grande Caraïbe, **la Directrice** a présenté les principales idées et composantes en utilisant pour cela le DCP rédigé et soumis aux États membres pour commentaires et approbation. Elle a fait remarquer que le projet créerait des opportunités et encouragerait le développement et la consolidation de clusters, la compétitivité des MPME et le partage des connaissances entre les MPME et des expériences authentiques et mémorables à l'intention des visiteurs. Elle a précisé que ce projet s'appuierait sur les travaux antérieurs réalisés par la Direction dans le cadre du projet de Réseau régional d'artisans. Pourtant, il serait essentiel de réaliser des travaux supplémentaires sur la segmentation du marché et la compréhension des segments du marché qui offriront des expériences. Elle a préconisé une approche holistique régionale dans ce domaine. Le projet sera réalisé pendant deux ans pour chaque cycle. Ce calendrier d'exécution du projet est basé sur la disponibilité et la capacité d'attirer des ressources financières. Après l'avoir présenté, la Directrice a fait une pause pour inviter les participants à faire part de leurs commentaires à ce sujet.

Le Représentant du Panama a remercié la Directrice pour son exposé et a reconnu l'importance des travaux présentés pour la reprise de l'industrie touristique régionale; il a demandé des éclaircissements sur les efforts de mobilisation des ressources coordonnés par l'AEC pour financer la mise en œuvre de ces projets.

La représentante de l'Organisation du tourisme de la Caraïbe (CTO) est intervenue pour exprimer sa satisfaction quant aux objectifs stratégiques présentés. Elle a en outre fait remarquer que le projet de tourisme communautaire (TC) était aligné sur un projet de la CTO entrepris en collaboration avec le programme Complete Caribbean Partnership Facility (CCPF) et le programme IDB. Un guide de TC a été mis au point comme un atout public régional ce qui épaula l'AEC dans le développement du programme TC pour le renforcement des capacités. Elle a suggéré et proposé, pour éviter la duplication des efforts, un partenariat entre l'AEC et la CTO pour tirer parti du travail déjà réalisé. Elle a suggéré, par exemple, que cette extension du projet

achevé puisse prendre la forme de la traduction du guide dans les autres langues officielles de l'AEC (français et espagnol) et d'étendre le travail à d'autres membres de l'AEC qui ne sont pas nécessairement membres de la CTO.

La Directrice a exprimé ses remerciements face à ces interventions et s'est félicitée de l'invitation à collaborer avec la CTO sur le projet de TC. En réponse au représentant du Panama, **la Directrice** a indiqué que la mobilisation des ressources se ferait en collaboration avec la Direction de la coopération et de la mobilisation des ressources.

Le Président a ensuite invité les délégués présents à la réunion à approuver le DCP.

Les délégués ont examiné et approuvé le DCP.

La Directrice a alors poursuivi sa présentation des autres projets élaborés dans le cadre du Programme de travail 2022-2024 pour le tourisme durable. Les autres projets présentés sont résumés ci-dessous :

4. En ce qui concerne **la sécurité et la sûreté du tourisme**, **la Directrice** a communiqué les éléments clés du projet RESEMBID dont bénéficieront Aruba, Bonaire, Curaçao et Sint Maarten. Des conversations avec l'agence de financement sont en train d'être réalisées afin de permettre le dépôt des documents requis et comprendre le processus qui facilite la signature de la convention de subvention. La majorité du projet sera mise en œuvre en 2022 avec le développement du projet et les travaux propriétaires qui aura lieu dans la dernière partie de 2021. Elle a constaté que l'AEC continue à s'appuyer sur son réseau pour rester conscient des dernières informations.
5. **Stratégie de tourisme durable** – **La Directrice** a détaillé le DCP élaboré pour ce projet global. En exposant les principes, elle a souligné qu'il importait d'adapter les stratégies touristiques aux besoins, atouts et capacités de la région pour être adoptées pleinement. Ce cadre devra créer des bénéfices équitables pour tous les acteurs concernés dans toutes les dimensions. Le tourisme durable est un tourisme d'une meilleure qualité vu ses impacts positifs et durables qui contribuent aux objectifs développementaux de la destination. Tenant compte de ce qui précède, elle a proposé le développement d'une Stratégie de Tourisme Durable intégrée pour l'AEC, qui soutient le secteur à s'épanouir. La stratégie est liée également au succès des ODD (plus spécifiquement les numéros 1, 8, 11, 14, 15 et 16), En outre, cela vise à favoriser la résilience et une compétitivité accrue du secteur touristique régional à l'échelle mondiale.

Elle a fait remarquer que ce projet visait à élargir la base économique de l'industrie du tourisme de la Grande Caraïbe avec des propositions de projets concrets qui seront réalisés par l'AEC pendant les prochains trois (3) ans. Après l'avoir présenté, elle a rappelé aux participants que les réunions statutaires étaient également inscrites dans le programme de travail. La Directrice a ensuite fait une pause pour permettre les commentaires et les apports des délégués.

Le Président a invité les délégués à approuver et commenter le DCP et les travaux présentés par la Directrice.

Le représentant du Nicaragua s'est déclaré satisfait de la présentation. Il a constaté que la stratégie de l'AEC pour avancer est évidente et axée sur les initiatives de restructuration et de remaniement. Tout en prenant note des perturbations dans le Programme de travail dues au COVID-19, il a invité l'AEC et ses Membres à profiter de manière constructive des opportunités résultant de cette crise. Il s'est félicité de la conceptualisation et de la conception de la stratégie et a souligné certains des objectifs qui devraient être ciblés à l'aide d'alliances stratégiques. Concernant le projet de tourisme communautaire (TC), il a recommandé que la Direction intègre l'économie créative dans le projet afin que leur culture puisse aider dans le développement des pays. Deux commentaires ont été faites pour la considération de la Direction : (1) être conscient de l'importance du suivi et le contrôle et la valeur des évaluations systématiques des plans et des stratégies qui sont développés ; et (2) que la mobilisation des ressources est l'une des grandes défis qui devra être abordée.

La représentante du Costa Rica a félicité l'AEC pour le travail envisagé pour la prochaine période triennale. Elle a souligné le potentiel de réduction de la pauvreté offert par l'industrie du tourisme et son pouvoir de créer et maintenir des emplois et des moyens de subsistance dans les pays en développement qui dépendent fortement de l'emploi basé sur le tourisme. Afin de contribuer au développement économique, le tourisme devra suivre un modèle durable. Environ 30% des touristes participant au sondage de l'OMT ont préféré des destinations touristiques durables et se sont montrés volontiers plus dépenser pour visiter ces destinations. Elle s'est référée à un projet élaboré en 2013 sur un système de certification environnementale dans la Caraïbe et a estimé que ce serait une bonne idée d'inclure ce type de composante dans la stratégie. Donc, il est nécessaire de repenser beaucoup de ces modèles de consommation et de production.

Le Président a ensuite invité les délégués à approuver et à commenter le DCP et les travaux présentés par la Directrice. **Le DCP a été approuvé par les participants à la réunion.**

L'exposé présenté par la Directrice, Mme Safiya Horne-Bique, sur les points V et VI de l'ordre du jour est joint en **Annexe 006**.

VII. PRIORITÉS DU PRÉSIDENT POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

Le Président a débuté son exposé en soulignant l'engagement du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de continuer de travailler avec les membres de l'AEC pour avancer, promouvoir, consolider et réactiver l'industrie touristique régionale et œuvrer à la reprise après la pandémie. **Le Président** a présenté les priorités que les participants devaient examiner en priorité et a montré leur alignement stratégique sur celles définies par le Secrétariat. Des justifications ont été avancées

pour des propositions mettant en évidence la complémentarité des efforts visant à renforcer le tourisme durable dans la Grande Caraïbe. Les propositions pour 2021-2022 comprenaient ceci:

- Renforcement de la ZTDC - Coordination entre les États membres pour le développement de la stratégie de tourisme durable pour la Grande Caraïbe comme moyen de satisfaire l'objectif de la désignation de la Grande Caraïbe comme zone spéciale du développement durable. En outre, la consolidation du tourisme durable comme outil de développement régional holistique, accompagné par des interventions de la Commission de la Mer des Caraïbes avec la proposition de valeur pour le tourisme et la mobilisation des ressources.;
- Promotion du TMD dans la Caraïbe – Comme région multi-destination, la Caraïbe peut être commercialisée et promue dans autres régions du monde par le biais des accords interrégionaux et la coopération et la collaboration du secteur privé;
- Élaboration des normes et de protocoles de biosécurité pour accroître la confiance et la sécurité des voyages internationaux pendant la pandémie, y compris des protocoles qui s'adressent au suivi et à l'évaluation des plans de faire propulser la reprise des secteurs.
- Promotion des activités de tourisme communautaire (TC) sous le Réseau régional d'artisans avec des efforts collaboratifs entre ces communautés et le secteur privé ;
- Amélioration de la qualité des produits touristiques ;
- Engagements sur l'amélioration de la qualité des liaisons aériennes dans la région.
- Renforcement de capacités, sensibilisation et formation pour le développement durable – ciblant l'enrichissement des ressources humaines dans les domaines de planification et gestion des espaces de tourisme durable, gestion des patrimoines culturelles, gestion publique dans l'environnement pandémique, et des programmes des langues et de culture/

Il a présenté un calendrier provisoire d'activités pour les actions prioritaires mises en évidence. Cet exposé est joint en Annexe **007**.

La représentatant de Costa Rica a félicité le Ministère de Tourisme en Venezuela pour leur contribution importante. Elle a proposé pour le point final de la présentation, le projet élaboré par l'AEC en 2014 – Projet pour augmenter la compétitivité et l'implémentation de certification de tourisme durable – peut être considéré avec une formation dans les mécanismes de durabilité.

La Directrice a approuvé le travail proposé et a complété l'intervention du Président sur l'alignement synergique en indiquant les orientations proposées par le Secrétariat de l'AEC en matière de tourisme durable.

À la fin de cette présentation, les délégués ont félicité le président et l'AEC pour le leadership dont ils ont fait preuve et ont approuvé les orientations proposées pour l'action.

VIII. QUESTIONS DIVERSES

Il n'y avait pas d'autres questions proposées par le Secrétariat ou les Membres de l'AEC.

IX. RÉSUMÉ ET OBSERVATIONS FINALES

Le Secrétaire général s'est déclaré satisfait du travail de la Direction et a félicité la Directrice et son équipe pour leurs efforts diligents. En outre, il a fait référence aux réunions préparatoires de l'AEC passées et à venir et a réitéré qu'il appuyait les synergies claires entre les parties prenantes et les agences du tourisme durable.

Le Président a exprimé ses remerciements pour avoir eu l'opportunité d'assumer la responsabilité du domaine du tourisme durable, prioritaire pour l'AEC, et a réitéré l'importance de ce secteur et du travail proposé par l'Association. En conclusion, il a remercié les Membres pour leur participation et a exprimé sa confiance dans la capacité de réussite de l'AEC.